



PROCÈS-VERBAL N°08

Réunion du : 19 septembre 2018

Présidence : Jacques BODIN

Présents : Alain LE VIOL – Yannick TESSIER – Claude BARRE – Gilles SEPCHAT

Préambule :

M. Alain LE VIOL, membre du club US THOUARENNE (502138), ne prenant part ni aux délibérations, ni aux décisions concernant ce club.

M. SEPCHAT Gilles, membre du club de SA MAMERTINS (501980) ne prenant part ni aux délibérations, ni aux décisions concernant ce club.

M. Yannick TESSIER, membre du club FC LAURENTAIS LANDEMONTAIS (542441), ne prenant part ni aux délibérations, ni aux décisions concernant ce club.

M. Claude BARRE, membre du club FC CHATEAU GONTIER (528431), ne prenant part ni aux délibérations, ni aux décisions concernant ce club.

1. Appel

Sauf dispositions particulières, les décisions suivantes peuvent être frappées d'appel par toute personne directement intéressée dans le délai de sept jours* à compter du lendemain du jour de la notification de la décision contestée (par exemple, une décision notifiée le 15 du mois ne peut être contestée que par l'envoi d'un appel, au plus tard, le 22 du mois).

Le jour de la notification est, selon la méthode utilisée :

- soit le jour de la première présentation de la lettre recommandée ;
- soit le jour de la transmission de la décision par courrier électronique (avec accusé de réception) ;
- soit le jour de la publication de la décision sur le site internet officiel de l'instance ou sur Footclubs.;

Si plusieurs de ces procédures sont utilisées, la première date est prise en compte.

Lorsque l'appel est interjeté par courrier recommandé avec avis de réception et que le dernier jour tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai d'appel est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Les règlements des compétitions peuvent prévoir des dispositions spécifiques concernant les délais d'appel.

L'appel est adressé à la commission d'appel par lettre recommandée ou télécopie, avec en tête du club dans ces deux cas, ou par courrier électronique envoyé d'une adresse officielle du club. A la demande de la commission compétente, l'appelant devra être en mesure de produire un accusé de réception de cet envoi.

Le non-respect de ces formalités entraîne l'irrecevabilité de l'appel.

*Dispositions particulières :

le délai d'appel est réduit à 2 jours si la décision contestée :

- porte sur l'organisation ou le déroulement de la compétition,
- est relative à un litige survenu lors des 2 dernières journées de la compétition,
- porte sur le classement en fin de saison.

Frais de procédure

Les frais exposés par le Centre de Gestion dans le cadre d'une procédure d'appel réglementaire sont prélevés, à l'issue de celle-ci, sur le compte du club appelant sous la forme de frais de dossier forfaitaires dont le montant est fixé à l'Annexe 5 des présents règlements, et affiné selon chaque cas dans les conditions ci-dessous :

- frais de dossier divisé par 2 en cas de réformation, à l'avantage de l'appelant, de la décision dont appel.
- absence de frais de dossier en cas d'annulation de la décision dont appel ou lorsque la faute sera due à une erreur administrative du Centre de Gestion.

En cas d'appel diligenté par un licencié, l'intéressé devra verser les frais susmentionnés au Centre de Gestion compétent et ce, sous huitaine à compter de la notification de la décision. A défaut, sa licence sera automatiquement désactivée et l'intéressé ne pourra enregistrer une nouvelle licence.

1. Dossiers changement de clubs

Dossier FONTAINE Clément (n°2545346817 – U17) – Demande de licence « changement de club » en période normale pour VIBRAYE US (n°519957)

Pris connaissance de la requête de VIBRAYE US pour la dire recevable en la forme.

Considérant que la demande de licence « changement de club » du joueur susnommé a été demandée en période normale de changement de club au profit de VIBRAYE US.

Considérant l'article 103 des Règlements Fédéraux, précisant que *«Le club quitté peut faire opposition à changement de club dans les conditions de procédure prévues à l'article 196. »*

Considérant que le club quitté, LUART US (522685), s'oppose au changement de club de l'intéressé, indiquant notamment : *« Nous vous confirmons notre opposition du fait de notre engagement en championnat U18 avec une entente maintenant composée de L' E.S. CONNERRE et DOLLON OM.S. Avec ce changement d'entente liée à un problème d'indélicatesse du club de VIBRAYE qui a sollicité l'ensemble de nos joueurs téléphoniquement le soir même ou il nous demandait lors d'une réunion de nous engager avec eux et le club de LAMNAY A.S. pour une équipe 2 sous le nom de l'Entente LE LUART 1. Pas un seul dirigeant de ce club de Vibraye, ni même les parents de ces joueurs mineurs n'ont pris la peine de nous prévenir ou de demander à nous rencontrer pour avoir une explication plausible. (...) Notre motivation n'est pas de bloquer ces joueurs mais de leur offrir la possibilité de jouer à un niveau conforme pour progresser plutôt que faire banquette à un niveau supérieur. Il s'agit pour un club rural comme le nôtre de la sauvegarde de nos équipes Seniors pour les années futures. »*

Considérant que la période normale de changement de club constituant le droit réservé aux joueurs de mettre fin à leur engagement officiel avec un club (via la signature de la demande de licence) pour s'engager officiellement avec un autre, un club quitté ne saurait valablement s'opposer à l'application de ce droit que pour des raisons tenant au non-respect, par le joueur, de son engagement initial (exemple : non-paiement de la cotisation de la saison antérieure).

Considérant que le départ d'un joueur en période normale de changement de club ne saurait valablement être interdit en raison d'un contentieux entre les deux clubs ou afin de conserver un effectif sans violer le principe même de la période normale de changement de club.

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que cette opposition n'est pas recevable.

Par ces motifs,

La Commission décide de lever l'opposition et d'accorder la délivrance de la licence « changement de club » au joueur FONTAINE Clément au profit de VIBRAYE US.

Cette décision est susceptible d'appel dans un délai de 7 jours devant la Commission Régionale d'Appel Réglementaire de la Ligue de Football des Pays de la Loire dans les conditions de forme et délais de l'article 190 des Règlements Généraux de la LFPL.

Dossier BOISSINOT Paul (n° 2545117770 – U16) – Demande de licence « changement de club » en période normale pour VIBRAYE US (n°519957)

Pris connaissance de la requête de VIBRAYE US pour la dire recevable en la forme.

Considérant que la demande de licence « changement de club » du joueur susnommé a été demandée en période normale de changement de club au profit de VIBRAYE US.

Considérant l'article 103 des Règlements Fédéraux, précisant que «*Le club quitté peut faire opposition à changement de club dans les conditions de procédure prévues à l'article 196.* »

Considérant que le club quitté, LUART US (522685), s'oppose au changement de club de l'intéressé, indiquant notamment : « *Nous vous confirmons notre opposition du fait de notre engagement en championnat U18 avec une entente maintenant composée de L' E.S. CONNERRE et DOLLON OM.S. Avec ce changement d'entente liée à un problème d'indélicatesse du club de VIBRAYE qui a sollicité l'ensemble de nos joueurs téléphoniquement le soir même ou il nous demandait lors d'une réunion de nous engager avec eux et le club de LAMNAY A.S. pour une équipe 2 sous le nom de l'Entente LE LUART 1. Pas un seul dirigeant de ce club de Vibraye, ni même les parents de ces joueurs mineurs n'ont pris la peine de nous prévenir ou de demander à nous rencontrer pour avoir une explication plausible. (...) Notre motivation n'est pas de bloquer ces joueurs mais de leur offrir la possibilité de jouer à un niveau conforme pour progresser plutôt que faire banquette à un niveau supérieur. Il s'agit pour un club rural comme le nôtre de la sauvegarde de nos équipes Seniors pour les années futures.* »

Considérant que la période normale de changement de club constituant le droit réservé aux joueurs de mettre fin à leur engagement officiel avec un club (via la signature de la demande de licence) pour s'engager officiellement avec un autre, un club quitté ne saurait valablement s'opposer à l'application de ce droit que pour des raisons tenant au non-respect, par le joueur, de son engagement initial (exemple : non-paiement de la cotisation de la saison antérieure).

Considérant que le départ d'un joueur en période normale de changement de club ne saurait valablement être interdit en raison d'un contentieux entre les deux clubs ou afin de conserver un effectif sans violer le principe même de la période normale de changement de club.

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que cette opposition n'est pas recevable.

Par ces motifs,

La Commission décide de lever l'opposition et d'accorder la délivrance de la licence « changement de club » au joueur BOISSINOT Paul au profit de VIBRAYE US.

Cette décision est susceptible d'appel dans un délai de 7 jours devant la Commission Régionale d'Appel Réglementaire de la Ligue de Football des Pays de la Loire dans les conditions de forme et délais de l'article 190 des Règlements Généraux de la LFPL.

Prochaine réunion : Sur convocation

Le Président,
Jacques BODIN



Le Secrétaire de séance
Yannick TESSIER

